

Recours au Règlement

LE PORT DE CHURCHILL

M. Rod Murphy (Churchill): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par les résidents des communautés de Gladmar, Lake Alma, Buyea, Tribune, Outlook, Climax, Bracken, Orkney, Dinsmore, Beechy, Wiseton, Stony Beach, Moose Jaw, Regina, Alida, Storthoaks, Northgate et Oxbow, en Saskatchewan, et de Dauphin, Churchill, Warrenton, Snow Lake et Winnipeg, au Manitoba.

La pétition a trait au port de Churchill. Elle demande au gouvernement fédéral de veiller à ce qu'au moins 3 p. 100 des expéditions annuelles de céréales se fassent par le port de Churchill, faisant remarquer qu'étant donné les débouchés croissants qu'offrent les marchés en expansion de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique, les expéditions de céréales et autres devraient se faire par le seul port intérieur du Canada.

Il est paradoxal que le gouvernement canadien essaie d'expédier du grain à Seattle et envisage d'expédier des céréales par le réseau du Mississipi quand les ports canadiens ne sont pas utilisés.

• (1240)

Je demande au gouvernement du Canada et à la Commission canadienne du blé de reconnaître que l'on devrait créer des emplois au Canada et exploiter les possibilités qu'offre notre pays.

LES GARDERIES

M. Brian O'Kurley (Elk Island): Madame la Présidente, conformément au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter plusieurs pétitions au nom d'un certain nombre d'électeurs d'Elk Island qui appuient les efforts d'un groupe appelé «Kids First».

Les signataires prient humblement le Parlement de bien vouloir modifier la Loi de l'impôt sur le revenu pour que les prestations pour enfants et les déductions pour frais de garde soient rendues justes et équitables pour toutes les familles et qu'elles tiennent compte de leurs besoins financiers et pas de leur choix de garde.

LE RV-486

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Madame la Présidente, il m'incombe de présenter une pétition signée par environ 200 électeurs de ma circonscription. Je dois dire d'abord que, bien que je ne partage pas les opinions exprimées dans cette pétition, je suis dans l'obligation de la présenter au nom de ses signataires.

Les soussignés prient humblement le Parlement de bien vouloir refuser d'approuver le médicament destiné à provoquer l'avortement et connu sous le nom de RU-486 et d'en interdire l'essai et la mise en marché.

LA RIVIÈRE THOMPSON-NORD

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): J'ai également une pétition, madame la Présidente, signée par un certain nombre de résidents de l'intérieur de la Colombie-Britannique qui prient le gouvernement de refuser à la Multinational Resources Ltd le droit de construire un barrage à Valemout sur la rivière Thompson-Nord et de détourner ses eaux au profit de San Diego, en Californie.

Les requérants prient le Parlement d'enjoindre le gouvernement du Canada de déclarer catégoriquement qu'il ne permettra pas que nos rivières soient endiguées et détournées vers les États-Unis et d'affirmer que nos rivières ne sont pas à vendre.

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Madame la Présidente, j'ai un certain nombre de pétitions émanant d'habitants de ma circonscription, en particulier des localités de Sorrento, de Tappen, de Vernon et de Canoe.

Les pétitionnaires s'inquiètent de l'annonce faite par Multinational Resources de construire un barrage à Valemout sur la rivière Thompson-Nord et de détourner les eaux de cette rivière vers le marché californien.

Ils s'inquiètent également qu'aux termes des dispositions de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis l'exportation d'eau en grosses quantités d'eau du Canada vers les États-Unis entraînerait en fait l'obligation de notre part de continuer ces exportations même dans le cas où on manquerait d'eau dans notre pays. Ils exhortent le gouvernement à étudier très sérieusement la question et à indiquer très clairement que nous n'autoriserons pas le détournement et l'exportation des grandes sources d'eau du Canada.

UNITEL

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Madame la Présidente, j'ai un certain nombre d'autres pétitions qui sont signées par des habitants de toute la province de Colombie-Britannique. Les pétitionnaires exhortent le ministre des Communications à s'opposer à l'offre d'Unitel d'entrer sur le marché des communications téléphoniques interurbaines au Canada.